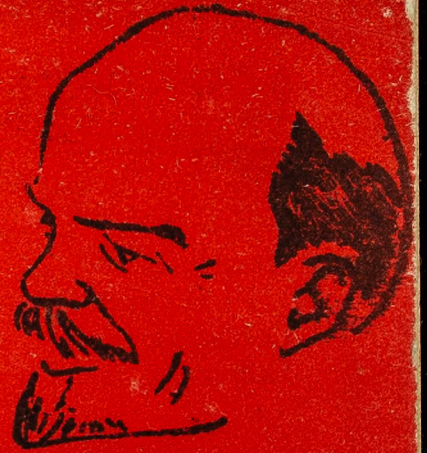


**Petite
Bibliothèque
Lénine**



**DE
L'ÉMANCIPATION
DE LA FEMME**

P

PAMPHLET

5.
082

A PARIS, AU BUREAU D'ÉDITIONS

LONDON GUILDHALL UNIVERSITY
FAWCETT LIBRARY

1120903384
LIBRARY

Class 335.43082

30 NOV 1994

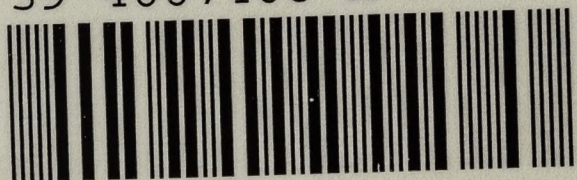
Date

394007408 X

Acc. No

ref

39 4007408 X



PETITE BIBLIOTHÈQUE LÉNINE

LONDON GUILDHALL UNIVERSITY
FAWCETT LIBRARY

DE
**L'ÉMANCIPATION
DE LA FEMME**



1937

BUREAU D'ÉDITIONS
31, BD. MAGENTA, PARIS

Petite Bibliothèque LÉNINE

LA COMMUNE DE PARIS (2 fr.).

LA RÉVOLUTION RUSSE DE 1905 (2 fr.).

DEUX TACTIQUES DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE DANS
LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE (4 fr.).

LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE (5 fr.).

DE LA RELIGION (2 fr.).

DES AMENDES (2 fr.).

DU TRAITÉ DE VERSAILLES (4 fr.).

DU MATÉRIALISME HISTORIQUE (3 fr.).

DE L'ÉTAT (2 fr.).

DE L'ALLIANCE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS (2 fr.).

DE L'ÉMANCIPATION DE LA FEMME (2 fr.).

NOTE DE L'ÉDITEUR

Au cours des dernières années la question de la femme n'a cessé de gagner en importance. Les femmes françaises, tout en étant privées des droits politiques, prennent une part des plus active à la lutte pour le pain, la paix et la liberté. Alors que dans les pays fascistes, les femmes subissent le joug d'une oppression moyenâgeuse, les courageuses filles du peuple espagnol défendent la liberté les armes à la main. L'Union soviétique offre au monde le magnifique exemple de la complète libération des femmes qui consacrent toutes leurs forces à l'édification du socialisme.

Cela n'est pas un hasard. En effet, seul le mouvement ouvrier révolutionnaire, seule la doctrine du marxisme-léninisme ont inscrit sur leurs drapeaux la libération de la femme, condition indispensable de la libération de tous les travailleurs. Chaque cuisinière doit être capable de diriger l'Etat, a dit Lénine et l'on connaît les efforts inlassables de Staline en vue de permettre à toutes les femmes des villes et des champs d'épanouir pleinement leurs forces créatrices.

Le présent recueil a pour but de faciliter au plus

grand nombre l'étude de la question de la femme à la lumière du marxisme. Il comprend les articles, études, discours de Lénine relatifs à cette question et témoigne de l'importance attachée par le fondateur de la III^e Internationale, dans toutes les phases de son activité, au mouvement féminin.

Se basant sur Engels (les Origines de la famille) Lénine montre les origines historiques de l'inégalité de la femme, résultat d'une société basée sur la domination d'une classe sur une autre et qui ne disparaîtra qu'avec le régime qui l'a engendrée.

C'est pourquoi même dans les Etats capitalistes les plus avancés l'égalité de la femme n'a, tout au plus, qu'un caractère purement formel, et dans la plupart des cas elle est inexistante. Mais si limités que soient les droits des femmes sous le régime capitaliste, les communistes les défendent et luttent pour leur élargissement et cette lutte est une partie intégrante de l'action pour la défense de la démocratie. En effet, le fascisme détruisant toutes les réalisations, si modestes soient-elles, des démocraties bourgeoises, réduit les femmes purement et simplement à l'état d'esclaves et les considère comme des êtres de nature inférieure.

Mais s'il faut défendre les droits, bien limités, des femmes sous le régime capitaliste, celles-ci n'obtiendront leur libération totale que par le socialisme. La démocratie bourgeoise même si elle accorde aux femmes les droits politiques les plus étendus, ne touche point à leur inégalité économique. Même dans les démocraties bourgeoises les plus libres, les femmes restent les es-

claves du ménage et se trouvent, du fait de leur double exploitation en tant qu'ouvrières et ménagères, dans un état d'infériorité par rapport à l'homme. Le socialisme abolit toutes les restrictions politiques et juridiques qui existent pour les femmes et, par la socialisation des moyens de production, il crée les conditions de leur libération économique. Tels ont été les premiers actes du pouvoir des Soviets après la Révolution d'Octobre et qui se trouvent à l'origine du grand essor économique et culturel dont bénéficient les femmes en U.R.S.S. Rien n'est plus émouvant, à cet égard, que la lecture du discours Sur les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets, prononcé par Lénine devant les ouvrières sans-parti de la ville de Moscou, le 25 septembre 1919. A un moment où la jeune République des travailleurs se trouvait en butte aux plus grandes difficultés militaires et économiques, Lénine traça aux femmes russes le brillant tableau de l'avenir qui, quelques années plus tard, sous la direction de Staline, devait devenir la réalité du socialisme victorieux, cette réalité qui vient de trouver sa consécration juridique dans l'article 122 de la Constitution de l'U.R.S.S. :

Des droits égaux à ceux de l'homme sont donnés à la femme, en U.R.S.S., dans tous les domaines de la vie économique, publique, culturelle, sociale et politique.

La possibilité de réaliser tous ces droits des femmes est assurée par l'octroi à la femme de droits égaux à ceux de l'homme quant au travail, au salaire, au repos, aux assurances sociales et à l'instruction, par la protection par l'Etat des intérêts de la mère et de l'enfant, par l'octroi à la femme

de congés de grossesse, avec maintien du salaire, par un vaste réseau de maternités, crèches et de jardins d'enfants¹.

La plupart des articles de ce recueil ont été traduits du russe pour la première fois. Nous y avons ajouté, en annexe, une partie des Souvenirs sur Lénine de Clara Zetkin.

1. La Nouvelle Constitution de l'U.R.S.S., p. 116-117, B.E., 1937.

La femme dans la société primitive

Jusqu'à l'époque où surgit la première forme de l'exploitation de l'homme par l'homme, la première forme de division en classes — maîtres et esclaves —, existait encore la famille patriarcale ou comme on l'appelle parfois, le clan. (Le clan : génération, tribu; époque où les hommes vivaient par familles, tribus.) Les traces de cette époque primitive subsistent d'une façon assez distincte dans les coutumes de nombreuses peuplades primitives et, si vous consultez n'importe quel ouvrage sur la civilisation primitive, vous y trouverez toujours des descriptions, des indications et des souvenirs plus ou moins précis d'une époque lointaine ressemblant plus ou moins au communisme primitif, lorsque la division de la société en maîtres et esclaves n'existait pas. Alors, il n'y avait pas d'Etat. et il n'y avait pas d'appareil spécial pour exercer systématiquement la contrainte et soumettre les hommes à la violence. C'est un tel appareil qui s'appelle l'Etat.

Dans la société primitive, quand les hommes vivaient encore par petites tribus et se trouvaient à un degré des plus bas de leur développement, dans un état voisin de la barbarie, à l'époque dont l'humanité civilisée d'aujourd'hui est éloignée de plusieurs milliers d'an-

nées, on ne trouve pas encore de traces de l'existence de l'Etat. Nous y voyons la domination des usages, l'autorité, le respect, le pouvoir dont jouissaient les chefs du clan, nous voyons que ce pouvoir était reconnu parfois aux femmes¹, — la situation de la femme ne ressemblait pas alors à celle qu'elle occupe aujourd'hui, privée de tout droit et opprimée — mais à cette époque nous ne voyons nulle part d'hommes élevés à un rang spécial et se distinguant des autres pour les gouverner et qui, systématiquement, continuellement, dans les intérêts et les buts du gouvernement, possédaient un appareil de contrainte, un appareil de violence qui est représenté aujourd'hui, ainsi que vous le comprenez tous, par la force armée, par les prisons et autres moyens de soumettre la volonté d'autrui à la violence, toutes choses qui constituent l'essence de l'Etat. Si l'on se détourne des théories dites religieuses, des astuces, des constructions philosophiques des différentes opinions échafaudées par les savants bourgeois, et si l'on va au fond même des choses, l'on voit que l'Etat se résume justement en un semblable appareil à gouverner, dégagé de la société humaine. Lorsque apparaît un groupe spécial d'hommes occupé uniquement à gouverner et ayant besoin pour cela d'un appareil fait pour la contrainte, pour l'assujettissement de la volonté d'autrui à la violence : prisons, détachements spéciaux d'hommes, armée, etc., alors apparaît l'Etat.

1. Il s'agit du régime social particulier appelé matriarcat. (N.R.)

Mais il y avait une époque où l'Etat n'existait pas, où les liens communs, où la société même, la discipline et l'organisation du travail se maintenaient grâce à la force de l'habitude et des traditions, grâce à l'autorité ou au respect dont jouissaient les anciens du clan ou les femmes qui occupaient alors souvent une situation, non seulement égale, mais parfois même supérieure à celle de l'homme, et où cette catégorie particulière d'hommes, les spécialistes, pour gouverner n'existaient pas.

« De l'Etat », conférence à l'Université Sverdlov. 11 juillet 1919. *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 365-366, 2^e édit. russe. — *De l'Etat* « Petite Bibliothèque Lénine », p. 10-12, B.E., 1935.

La femme dans le procès du travail

En ce qui concerne, en particulier, la transformation des conditions de vie de la population par les usines, il faut dire que l'intégration des femmes et des jeunes¹ dans la production est, en elle-même, un phénomène progressif. Il est incontestable qu'une situation particulièrement difficile est faite par la fabrique capitaliste à ces catégories de la population laborieuse et que pour celles-ci la diminution et la réglementation de la journée de travail est tout à fait indispensable, de même que la création de conditions hygiéniques du travail — mais il serait tout à fait réactionnaire et utopique de vouloir complètement interdire le travail industriel des femmes et des jeunes, ou bien de soutenir le train de vie patriarcal qui exclut ce travail. En supprimant l'isolement patriarcal de ces catégories de la population qui ne sortaient presque pas du cercle étroit des relations domestiques et familiales, en les entraînant vers une participation directe à la production sociale, la grande industrie des

1. D'après les données de l'*Indicateur*, en 1890, les usines et ateliers de la Russie européenne ont occupé en tout 875.764 ouvriers dont 210.207 (soit 24 %) femmes, 17.793 (2 %) garçons et 8.216 (1 %) jeunes filles.

machines précipite leur évolution, augmente leur indépendance et crée des conditions de vie infiniment supérieures à l'immobilité patriarcale des relations précapitalistes¹.

(« L'évolution du capitalisme en Russie. » *Œuvres complètes*, t. III. p. 428.)

1. « La pauvre tisserande va à l'usine derrière le père et le mari, elle travaille à leurs côtés, mais indépendamment d'eux. Elle nourrit la famille au même titre que l'homme. L'instruction des ouvrières des usines fait des progrès particulièrement rapides. » (*Promychnost Vladimirskoï Gubernii*, III, 113, 118, 112, etc.) La conclusion suivante de M. Kharisomenov est tout à fait justifiée : l'industrie abolit « la dépendance économique de la femme à l'égard de la famille... et du mari... ». « Dans une usine étrangère la femme devient l'égale de l'homme ; c'est l'égalité des prolétaires... L'accentuation du caractère capitaliste de l'industrie joue un rôle considérable dans la lutte de la femme pour son indépendance à l'égard de la famille. » « L'industrie crée pour la femme une situation nouvelle complètement indépendante de la famille et du mari. » (*Iour vesti*, 1883, n° 12, p. 582, 596.) Dans *Sbornik Stat. Sved. po Mosk. Goub.* (t. VII, 2^e édit. Moscou 1882, p. 152, 138, 139), des observateurs comparent la situation de la femme dans la production des bas à la main et à la machine. Le salaire quotidien, dans la production à la main est d'environ 8 kopeks, dans la production à la machine de 14-30 kopeks. La situation de l'ouvrière dans la production mécanisée est décrite comme suit : « Devant nous se trouve une jeune fille libre, n'étant gênée par aucune barrière, émancipée de la famille et de tout ce qui constitue les conditions de vie de la paysanne, une jeune fille qui, à chaque instant, peut changer de place et de patron et qui, à tout moment, peut se trouver sans travail, sans un morceau de pain... » « Dans la production à la main, la tricoteuse a un salaire des plus maigre, un salaire ne suffisant pas à couvrir les dépenses pour les vivres, un salaire qui n'est possible qu'à la condition que

*
**

Prenons les données sur le travail des femmes dans l'agriculture en Autriche et en Allemagne. Jusqu'à présent, il n'y a pas de données complètes pour la Russie, car le gouvernement ne désire pas effectuer un recensement sur des bases scientifiques, de toutes les exploitations agricoles.

En Autriche, en 1902, le recensement de 9.070.682 personnes occupées dans l'agriculture compte 4.422.981 femmes, soit 48,7 %. En Allemagne, où le capitalisme est beaucoup plus développé, les femmes ont formé la *majorité* de tous les travailleurs occupés dans l'agriculture, soit 54,8 %. Plus le capitalisme se développe dans l'agriculture, plus il renforce le travail des femmes, c'est-à-dire qu'il *empire* les conditions de vie des masses laborieuses. Dans l'industrie allemande le pourcentage des femmes est de 25 %, mais dans l'agriculture il est de plus du double. Cela signifie que l'industrie attire vers elle les *meilleures* forces de travail en abandonnant l'agriculture à des forces de travail plus faibles.

Dans les pays capitalistes développés, l'agriculture est déjà devenue une occupation surtout féminine.

la femme, appartenant à la famille qui possède un lot de terre, se serve, en partie, des produits de cette terre ; dans la production à la machine, l'ouvrière, en dehors de la nourriture et du thé, a un salaire lui permettant de vivre... en dehors de la famille et de ne pas jouir des revenus que la famille tire de la terre... En même temps, dans les conditions actuelles, le salaire de l'ouvrière est plus assuré dans la production à la machine. »

Mais quand nous examinons les données sur les exploitations agricoles selon leurs dimensions, nous voyons alors que c'est précisément dans la production moyenne que l'exploitation de la femme atteint un degré particulièrement élevé. Par contre, la grande production capitaliste utilise, aussi dans l'agriculture, surtout la main-d'œuvre masculine, sans atteindre à cet égard, il est vrai, l'industrie.

Voici, comparativement, les données pour l'Autriche et l'Allemagne :

EXPLOITATIONS :	CATÉGORIES	POURCENTAGE DES FEMMES PAR RAPPORT AU NOMBRE DES OUVRIERS.	
		Autriche	Allemagne
Prolétaires...	jusqu'à 1/2 hectare	52,0	74,1
	de 1/2 — 2 hectares	50,9	65,7
	— 2 — 5 —	49,6	54,4
Paysannes....	— 5 — 10 —	48,5	50,2
	— 10 — 20 —	48,6	48,4
Capitalistes..	— 20 — 100 —	46,6	44,8
	— 100 — et au-delà	27,4	41,0
	MOYENNE.....	48,7	54,8

Dans les deux pays nous voyons la même loi de l'agriculture capitaliste. Plus la production se déroule sur une petite échelle, plus la composition de la main-d'œuvre est mauvaise, plus les femmes prédominent dans l'ensemble des personnes occupées dans l'agriculture.

En général, sous le capitalisme, la situation est la suivante :

Dans les exploitations prolétaires, c'est-à-dire, dont les propriétaires vivent en grande partie en louant leur propre force de travail (manœuvres, journaliers, et, en général, des ouvriers possédant un tout petit lopin de terre) *le travail féminin prédomine par rapport au travail masculin et, parfois, à un degré extrêmement élevé.*

Il ne faut pas oublier que le nombre de ces exploitations prolétaires ou ouvrières est très grand : en Autriche 1.3 millions sur un total de 2.8 millions et en Allemagne même 3.4 millions sur 5.7 millions.

Dans les exploitations paysannes le travail masculin et féminin s'équilibre à peu près.

Finalement, dans les exploitations capitalistes le travail masculin est prépondérant par rapport au travail féminin.

Qu'est-ce que cela signifie ?

Cela veut dire que dans la petite production la composition de la main-d'œuvre est plus mauvaise que dans la grande production capitaliste.

Cela veut dire que dans l'agriculture la travailleuse — prolétaire ou paysanne — doit fournir un effort beaucoup plus important, s'éreinter complètement, se surmener dans le travail aux dépens de sa santé et de celle de ses enfants, afin d'être l'égale, dans la mesure du possible, de l'homme travaillant dans la grande production capitaliste.

Cela veut dire que, sous le régime capitaliste, la

petite production ne se maintient qu'en demandant au travailleur une plus grande quantité de travail que la grande production...

(*Rabotchaïa Pravda*, n° 531 [18] juillet 1913. *Œuvres complètes*, t. XVI, p. 531 et suiv., édit. russe.)

*
**

Le capitalisme rompt définitivement la liaison de l'agriculture avec l'industrie, mais il prépare, en même temps, à son plus haut degré de développement, des éléments nouveaux de cette liaison, l'union de l'industrie avec l'agriculture sur la base d'une application consciente de la science, d'une coordination du travail collectif, d'une nouvelle répartition de la population (mettant un terme à l'isolement de la campagne, à son état d'abandon et de culture arriérée, de même qu'à l'agglomération antinaturelle d'une population énorme dans les grandes villes). Les formes supérieures du capitalisme moderne préparent une nouvelle forme de la famille, de nouvelles conditions pour la femme et pour l'éducation des nouvelles générations ; le travail des femmes et des enfants, la dissolution de la famille patriarcale par le capitalisme, prennent, inévitablement, dans la société moderne, les formes les plus horribles, les plus misérables et les plus repoussantes. Néanmoins,

la grande industrie, par le rôle décisif qu'elle assigne aux femmes, aux adolescents et aux enfants des deux sexes, dans les procès de production socialement organisés et en dehors de la sphère familiale, pose une nouvelle base économique pour une forme supérieure de la famille et des relations entre

les deux sexes. Il serait naturellement aussi absurde de considérer comme absolue la forme germano-chrétienne de la famille que les anciennes formes romaine, grecque, orientale qui forment, d'ailleurs, une série de développements historiques successifs. Il est également évident que la combinaison du personnel ouvrier collectif, formé d'individus de tout sexe et de tout âge, bien que, dans sa forme capitaliste naturellement brutale, où l'ouvrier existe pour le procès de travail et non pas le procès de travail pour l'ouvrier, constitue une source empoisonnée de corruption et d'esclavage, doit se transformer, si les conditions sont favorables, en une source de développement humain¹.

(LÉNINE : *Karl Marx et sa doctrine*, p. 33-34. « Les éléments du communisme », B.E., 1937.)

1. KARL MARX : *le Capital*, t. III, p. 178, Costes, 1924.

Le divorce

L'exemple du divorce montre qu'il est impossible d'être un démocrate et un socialiste sans demander l'entière liberté du divorce dès aujourd'hui, car l'absence d'une telle liberté constitue une vexation supplémentaire du sexe opprimé, de la femme — bien qu'il ne soit point difficile de comprendre que la reconnaissance de la liberté de se séparer du mari n'est pas une *invitation* à toutes les femmes de divorcer.

Voici le « raisonnement » de P. Kievski :

Quel aspect ce droit [au divorce] prendrait-il si dans des *cas pareils* [lorsque la femme *veut* se séparer du mari] la femme ne pouvait le réaliser? Ou bien, si sa réalisation dépendait de la volonté de *tierces* personnes ou, ce qui serait pire encore, de la volonté de ceux qui prétendent à la main de la femme en question. Un *tel* droit serait-il l'objet de nos aspirations? Evidemment non.

Ce raisonnement témoigne une incompréhension totale des relations existant entre la démocratie en *général* et le capitalisme. Sous le capitalisme, l'existence de circonstances ne permettant pas aux classes opprimées de « réaliser » leurs droits démocratiques n'est pas un cas isolé mais un phénomène typique.

Dans la plupart des cas, sous le capitalisme, le droit au divorce n'est pas réalisé parce que le sexe opprimé est économiquement étranglé, parce que, dans n'importe quelle démocratie sous le capitalisme, la femme reste une « esclave du ménage », emprisonnée dans la chambre à coucher, la chambre des enfants et la cuisine. Sous le capitalisme, dans la plupart des cas, le droit du peuple d'élire ses « propres » juges, les fonctionnaires, instituteurs, jurés est également irréalisable en raison de l'oppression économique des ouvriers et paysans. Il en est de même en ce qui concerne la République démocratique : notre programme la « proclame » comme la « souveraineté du peuple » et pourtant les sociaux-démocrates savent très bien que sous le capitalisme même la République la plus démocratique n'aboutit qu'à l'achat des fonctionnaires par la bourgeoisie et à l'alliance entre la Bourse et le gouvernement.

Seuls des gens complètement incapables de penser ou ne connaissant guère le marxisme en concluront : la République n'a aucune espèce d'utilité ni la liberté du divorce ni la démocratie ni le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. Les marxistes n'ignorent pas que la démocratie ne supprime pas le joug des classes, mais rend seulement la lutte des classes plus nette, plus large, plus ouverte, plus aiguë ; c'est cela qu'il nous faut. Plus la liberté du divorce est complète, plus il est clair à la femme que son « esclavage domestique » est dû au capitalisme et non pas à l'absence de droits. Plus la structure de l'Etat est

démocratique, plus il devient clair aux ouvriers que c'est le capitalisme qui est la cause de tout le mal et non pas l'absence de droits. Plus l'égalité nationale est complète (et elle ne l'est pas sans le droit à la séparation) plus il est clair aux ouvriers de la nation opprimée que c'est le capitalisme qu'il faut incriminer et non pas l'absence de droits. Et ainsi de suite.

Encore une fois : il n'est pas agréable de remâcher l'abc du marxisme mais que faire lorsque P. Kievski ne le connaît pas ?

Le jugement de P. Kievski sur le divorce est analogue à celui énoncé par un des secrétaires étrangers O.K. Semkovski dans le *Golos* de Paris. Il est vrai, dit-il, que la liberté du divorce n'est pas une invitation aux femmes de se séparer de leurs maris, mais lorsqu'on montre à une femme que tous les maris sont meilleurs que le vôtre, Madame, alors cela revient au même !

En jugeant ainsi, Semkovski a oublié que l'extravagance n'est pas incompatible avec les devoirs d'un socialiste et démocrate. Si Semkovski se mettait à persuader à n'importe quelle femme que tous les maris sont meilleurs que le sien, cela ne serait considéré par personne comme une infraction aux devoirs d'un démocrate ; tout au plus dirait-on : dans un grand parti il y a, forcément, aussi de grands excentriques ! Mais si Semkovski songeait à défendre un homme, et à l'appeler démocrate, qui nie la liberté du divorce, etc., ayant recours au tribunal, à la police ou à l'Eglise contre une femme qui se sépare de

son mari alors, nous en sommes convaincus, même la majorité des collègues de Semkovski au sein du secrétariat étranger, bien qu'ils scient de mauvais socialistes, renieraient toute solidarité avec Semkovski !

Semkovski et P. Kievski en « causant » sur le divorce ont fait preuve d'incompréhension de la question et n'ont pas touché l'essentiel de l'affaire : le droit au divorce, comme tous les droits démocratiques, sans exception, est difficilement réalisable sous le capitalisme, il est relatif, restreint, formel et étroit, mais néanmoins, aucun social-démocrate honnête ne comptera parmi les socialistes ni même parmi les démocrates un homme niant ce droit. Et c'est l'essentiel. Toute la « démocratie » consiste en la proclamation et la réalisation de « droits » qui, sous le capitalisme, sont réalisés dans une mesure très modeste et relative, mais sans leur proclamation, sans la lutte immédiate et directe pour ces droits, sans l'éducation des masses dans l'esprit d'une telle lutte, le socialisme est impossible.

(Extrait de « Au sujet d'une caricature du marxisme », 1916, *Œuvres complètes*, t. XIX, p. 232-233, édit. russe.)

*
**

Dernièrement, on m'a envoyé le premier numéro de la revue *l'Economiste* (1922), éditée par la XI^e section de la « Société technique russe ». Le jeune communiste qui m'a adressé cette revue (et qui, probablement, n'avait pas eu le temps de prendre connaissance de son contenu) en donne imprudemment un avis des plus favorable. Or, la revue est, je ne saurais dire à quel point, consciemment, l'organe des ultra-réactionnaires qui se couvrent, bien entendu, du manteau de la science, de l'esprit démocratique, etc.

Un nommé P.-A. Sorokine fait insérer dans cette publication d'amples études prétendument « sociologiques » « sur l'influence de la guerre ». Cet article savant est constellé de références érudites aux ouvrages « sociologiques » de l'auteur et de ses nombreux maîtres et collègues étrangers.

Voici un spécimen de son « érudition ».

A la page 83, je lis :

Sur 10.000 mariages à Pétrograd, on compte aujourd'hui 92,2 divorces — chiffre fantastique ; ajoutons que sur 100 mariages rompus, 51 avaient duré moins d'un an ; 11 moins d'un mois ; 22 moins de deux mois ; 41 moins de trois à six mois et 26 seulement au delà de six mois. Ces chiffres attestent que le mariage légal actuel est une forme qui cache, au fond, des rapports sexuels en dehors du mariage et permet aux amateurs de « bonnes fortunes » de satisfaire « légalement » leurs « appétits ». (*L'Economiste*, n° 1, p. 83.)

Nul doute que ce monsieur, ainsi que la Société

technique russe qui édite la revue en question et y publie de tels raisonnements, se disent partisans de la démocratie, et s'estimeront profondément offensés si on les appelle par leur vrai nom, à savoir : des féodaux, des réactionnaires, des « valets diplômés de la prêtraille ».

La connaissance même sommaire de la législation des pays bourgeois, relative au mariage, au divorce et aux enfants naturels, ainsi qu'à la situation de fait qui y existe, montrera à quiconque s'intéresse à la question que la démocratie bourgeoise de nos jours, même dans les Républiques bourgeoises les plus démocratiques, sans exception, a, sous ce rapport, une attitude vraiment féodale à l'égard de la femme et des enfants naturels.

Bien entendu, cela n'empêche pas les menchéviks, les socialistes-révolutionnaires et une partie des anarchistes, ainsi que tous les Partis respectifs d'Occident, de continuer à crier à la démocratie et à sa violation par les bolchéviks. En réalité, la révolution bolchévik seule est précisément une révolution démocratique conséquente dans des questions telles que le mariage, le divorce et la situation des enfants naturels. Or, cette question touche le plus directement aux intérêts de plus de la moitié de la population de n'importe quel pays. Seule la Révolution bolchévik, en dépit des multiples révolutions bourgeoises qui l'ont précédée et qui se prétendent démocratiques, a, pour la première fois, mené résolument la lutte dans le sens indiqué, aussi bien contre la réac-

tion et le servage que contre l'hypocrisie coutumière des classes dirigeantes et possédantes.

Si quatre-vingt-douze divorces sur dix mille mariages paraissent au sieur Sorokine un chiffre fantastique, il reste à supposer que l'auteur a vécu et a été élevé dans un monastère séparé de la vie au point que l'on a peine à croire à l'existence d'un semblable monastère, ou bien que l'auteur déforme la vérité pour servir la réaction et la bourgeoisie. Quiconque connaît tant soit peu les conditions sociales dans les pays bourgeois, sait que le nombre réel des divorces de fait (non sanctionnés, évidemment, par l'Eglise et la loi) est partout infiniment supérieur. Sous ce rapport, la Russie ne se distingue des autres pays que par le fait que ses lois, au lieu de sanctionner l'hypocrisie et l'absence de droits pour la femme et ses enfants, déclarent ouvertement et au nom du pouvoir d'Etat une guerre systématique contre toute hypocrisie et contre toute absence de droits.

(Extrait de « Sur le rôle du matérialisme militant », écrit le 12 mars 1922 et paru dans *Sous la bannière du marxisme*, n° 1, mars 1922. — *Œuvres complètes*, t. XXVII, p. 188-189, édit. russe. — Trad. françaises : V.I. LÉNINE : *Marx, Engels, marxisme*, p. 281-283, « Bibliothèque marxiste », n° 20, E.S.I., 1935, et V.I. LÉNINE : *Karl Marx et sa doctrine*, p. 59-60. « Les éléments du communisme », B.E., 1937.)

Le V^e congrès international de lutte contre la prostitution

Dernièrement le « V^e congrès international de lutte contre la prostitution » s'est terminé à Londres.

Ce fut une rencontre de duchesses, comtesses, évêques, pasteurs, rabbins, fonctionnaires de la police, et de philanthropes bourgeois de tout poil ! Et combien de dîners solennels, combien de fastueuses réceptions officielles eurent lieu à cette occasion ! Combien de discours emphatiques y furent prononcés sur la nuisibilité et l'infamie de la prostitution !

Quels étaient les moyens de lutte réclamés par les délégués bourgeois au congrès, ces gens délicats ? Deux moyens avant tout : la religion et la police. Il paraît que c'est là tout ce qu'il y a de bon et de sûr. D'après le correspondant londonien de la *Volkszeitung* (Leipzig) un délégué anglais s'est vanté d'avoir proposé au Parlement anglais d'appliquer aux maquereaux la punition corporelle. En voilà un chevalier « civilisé » de la lutte contre la prostitution tels qu'on les voit à notre époque !

Une dame canadienne était ravie de la police et de la surveillance exercée par la police féminine sur

les femmes « tombées », mais à propos de l'augmentation des salaires elle disait que les ouvrières ne méritaient pas un meilleur paiement.

Un pasteur allemand fulmina contre le matérialisme contemporain qui gagne de plus en plus de terrain dans le peuple et contribue aux progrès de l'amour libre.

Et lorsque le délégué autrichien, Herther, essaya de soulever la question des causes sociales de la prostitution, de la misère et de la pauvreté des familles ouvrières, de l'exploitation du travail des enfants, des conditions de logement insupportables, etc., le congrès obligea, par des exclamations hostiles, l'orateur à se taire.

En revanche, on se racontait parmi les délégués des choses fort instructives et ravissantes sur les hautes personnalités. Par exemple, quand l'impératrice allemande rend visite à une maison d'accouchement à Berlin, on donne aux mères des enfants « illégitimes » des alliances, afin de ne pas choquer la haute personnalité par l'aspect d'une fille-mère !

Cela permet de juger de la dégoûtante hypocrisie bourgeoise qui règne à ces congrès aristocratiques et bourgeois. Les acrobates de la charité et les policiers pour qui la misère et la pauvreté sont des objets de risée se rassemblent pour « lutter contre la prostitution » qui est soutenue précisément par l'aristocratie et la bourgeoisie...

(*Rabotchaïa Pravda*, n° 1. 26 (13) juillet 1913. Œuvres complètes, t. XVI, p. 516-517, édit. russe.)

La classe ouvrière et le néo-malthusianisme

Au congrès des médecins à Pirogov, la question de l'avortement, c'est-à-dire des fausses couches artificiellement provoquées, a suscité un grand intérêt et a soulevé de nombreux débats. Le rapporteur, Litchkous, apporta des données concernant la forte extension à notre époque, des avortements provoqués dans les Etats dits civilisés.

A New-York, on a compté en un an 80.000 avortements, en France il y en a chaque mois 36.000. A Saint-Petersbourg, le pourcentage des avortements a plus que doublé en l'espace de cinq ans.

Le congrès des médecins à Pirogov a exprimé le vœu que l'avortement ne devrait pas entraîner pour la mère de poursuites judiciaires et que le médecin ne devrait être poursuivi qu'au cas où il aurait fait l'opération dans un but « intéressé ».

La plupart des médecins qui se prononçaient en faveur de l'impunité de l'avortement ont naturellement, au cours du débat, aussi soulevé la question du soi-disant néo-malthusianisme (c'est-à-dire des moyens anticonceptionnels) et à cette occasion on a également touché au côté social de l'affaire. Ainsi,

par exemple, d'après le compte rendu du *Rousskoïe Slovo*, M. Vigdortchik déclara « qu'il fallait saluer les moyens anticonceptionnels », alors que M. Astrakhan s'écria au milieu d'une tempête d'applaudissements :

On nous oblige de persuader aux mères d'accoucher des enfants, afin qu'ils soient estropiés dans les établissements scolaires, afin que l'on fasse pour eux le tirage au sort, afin qu'ils soient poussés au suicide.

S'il est exact que de telles déclarations de M. Astrakhan ont soulevé une tempête d'applaudissements, cela ne m'étonne point. Les auditeurs étaient des bourgeois, moyens et petits avec une psychologie bourgeoise. On ne pouvait pas s'attendre de leur part, à autre chose qu'à un libéralisme des plus plats.

Mais du point de vue de la classe ouvrière, il n'est presque pas possible de trouver une preuve plus éclatante du caractère tout-à-fait réactionnaire et de toute l'ineptie du « néo-malthusianisme social » que la phrase précitée de M. Astrakhan.

« Accoucher des enfants, afin qu'ils soient estropiés »... Rien que pour cela ? Pourquoi pas afin qu'ils luttent mieux, avec plus d'ensemble, avec plus de conscience et d'énergie que nous autres contre les conditions actuelles de la vie qui mutilent et ruinent notre génération. Le petit bourgeois voit et sent qu'il va à la ruine, que la vie devient toujours plus difficile, que la lutte pour l'existence devient toujours plus impitoyable, que sa propre situation et celle de sa

famille devient de plus en plus sans issue. C'est un fait incontestable. Et contre cela le petit bourgeois proteste.

Mais *comment* proteste-t-il ?

Il proteste sans espoir, abattu et craintif comme le représentant d'une classe qui court à sa ruine, qui désespère de son avenir. Il n'y a rien à faire, faisons donc en sorte qu'il y ait moins d'enfants subissant nos souffrances, nos chaînes, notre misère et notre humiliation, tel est le cri du petit bourgeois.

L'ouvrier conscient est infiniment loin de ce point de vue. Il ne se laisse pas obscurcir la conscience par de telles lamentations, si sincères et si profondément senties soient-elles. Oui, nous aussi, ouvriers et la masse des petits propriétaires, nous sommes pliés sous un joug insupportable, notre vie est remplie de souffrances. Notre génération a la vie plus dure que nos pères. Mais à un égard nous sommes beaucoup plus heureux qu'eux. *Nous avons appris et nous apprenons vite à lutter* et à lutter, non pas dans l'isolement comme les meilleurs parmi nos pères, non pas au nom de mots d'ordre des phraseurs bourgeois qui nous sont foncièrement étrangers mais sous nos mots d'ordre à nous, ceux de notre classe. Nous luttons mieux que nos pères. Nos enfants lutteront encore mieux et *ils vaincraient*.

La classe ouvrière ne va pas à sa ruine, elle grandit, elle devient plus forte et plus virile, elle se rassemble, s'instruit et se trempe dans le combat. Nous sommes pessimistes quant au féodalisme, au capitalisme et à

la petite production, mais nous sommes des optimistes fervents en ce qui concerne le mouvement ouvrier et ses buts. Nous jetons déjà les bases du nouveau bâtiment et nos enfants l'achèveront.

Voilà pourquoi, et pourquoi seulement, nous sommes des ennemis absolus du néo-malthusianisme, de cette tendance propre aux couples petits-bourgeois, ratatinés et égoïstes qui bredouillent apeurés : mon Dieu, fais que nous puissions trouver notre subsistance d'une façon quelconque, quant aux enfants, il vaudra mieux ne pas en avoir.

Certes, cela ne nous empêche point d'exiger un changement complet de toutes les lois interdisant l'avortement ou la diffusion d'ouvrages de médecins ayant trait aux moyens anticonceptionnels, etc. Ces lois sont une des hypocrisies des classes dirigeantes. Ces lois ne guérissent pas les maladies du capitalisme, mais les rendent particulièrement mauvaises et graves pour les masses opprimées. La liberté de la propagande médicale et la défense des droits démocratiques élémentaires pour les citoyens et citoyennes est une chose. La théorie sociale du néo-malthusianisme en est une autre. Les ouvriers conscients mèneront toujours la lutte la plus impitoyable contre les tentatives d'insuffler cette théorie lâche et réactionnaire à la classe la plus avancée, la plus forte, la mieux préparée aux grandes transformations qui se produisent dans la société contemporaine.

(*Œuvres complètes*, t. XVI, p. 497-499.)

La lutte pour le droit de vote

La résolution concernant le droit de vote pour les femmes fut adoptée à l'unanimité. Seule une Anglaise appartenant à la société semi-bourgeoise des « Fabiens » déclara qu'il était admissible de lutter non pas pour le droit de vote universel, mais limité aux femmes possédantes. Cette proposition fut complètement rejetée par le congrès qui recommande aux ouvrières de lutter pour le droit de vote non pas avec les femmes bourgeoises partisans de l'égalité de droits pour les femmes, mais avec les partis de classe du prolétariat. Le congrès reconnut que, dans la campagne en faveur du suffrage féminin, il était indispensable d'exposer les principes du socialisme et de l'égalité de droits pour hommes et femmes dans toute leur plénitude sans les défigurer par aucune considération d'opportunité.

Un désaccord très intéressant s'est manifesté à ce sujet au sein de la Commission. Les Autrichiens (Victor Adler, Adelheid Popp) tout en approuvant cette tactique dans la lutte en faveur du droit de vote universel pour les hommes trouvaient que pour conquérir ce droit il était opportun de ne pas mettre l'ac-

cent, dans l'agitation, sur la revendication du droit de vote féminin. Les sociaux-démocrates allemands, en particulier Zetkin, avaient déjà protesté contre ce point de vue au moment où les Autrichiens menèrent leur campagne en faveur du suffrage universel. Zetkin avait déclaré dans la presse qu'en aucun cas il ne fallait laisser dans l'ombre la revendication du droit de vote pour les femmes, que les Autrichiens avaient agi en opportunistes en sacrifiant les principes pour des raisons de convenance et que, loin d'affaiblir leur agitation, ils lui donneraient une envergure plus grande encore et renforceraient le mouvement populaire s'ils mettaient la même énergie à revendiquer le droit de vote pour les femmes. Dans la commission une autre éminente social-démocrate allemande, Ziz, se rallia pleinement au point de vue de Zetkin. L'amendement d'Adler, justification indirecte de la tactique autrichienne fut repoussé par douze contre neuf. (En effet, cet amendement demande seulement qu'il n'y ait pas de discontinuité dans la lutte en faveur du droit de vote pour tous les citoyens sans dire que la lutte en faveur du droit de vote devrait toujours se trouver liée à la revendication de l'égalité de droits pour hommes et femmes.) Rien n'exprime mieux le point de vue de la commission et du congrès que les paroles suivantes prononcées par la susmentionnée Ziz à la conférence internationale des femmes socialistes (qui eut lieu à Stuttgart en même temps que le congrès) :

Par principe, nous devons exiger tout ce que nous con-

sidérons comme juste, dit-elle, et seulement au cas où nos forces ne sont pas suffisantes pour mener la lutte nous choisissons les objectifs que nous pouvons atteindre. Telle a été la tactique de la social-démocratie depuis toujours. Plus nos revendications seront modestes plus modestes seront les concessions du gouvernement.

A la lumière de cette discussion entre les femmes social-démocrates autrichiennes et allemandes le lecteur pourra voir avec quelle sévérité les marxistes jugent la moindre déviation des principes de la tactique révolutionnaire qu'ils soutiennent.

(Extrait de « Le congrès socialiste international de Stuttgart », écrit à la fin de 1907, publié dans le *Calendrier pour tous*, 1908. *Œuvres complètes*, t. XII, p. 90-91, édit. russe.)

La militarisation des femmes

Aujourd'hui, la bourgeoisie impérialiste ne militarise pas seulement le peuple entier, mais encore la jeunesse. Demain, elle procédera peut-être même à la militarisation des femmes. A ce sujet, il faut que nous disions : tant mieux ! Vite en avant ! On se rapprochera d'autant plus facilement de l'insurrection armée contre le capitalisme. Comment des sociaux-démocrates, sans oublier l'exemple de la Commune, peuvent-ils se laisser effrayer par la militarisation de la jeunesse et par d'autres mesures semblables ? Ce n'est pas là une « théorie séparée de la vie », ce ne sont pas des rêves, mais des faits. Et il serait déjà très mauvais que des sociaux-démocrates, malgré tous ces faits économiques et politiques, se missent à douter que l'époque impérialiste et les guerres impérialistes doivent inévitablement conduire à une répétition de tels faits.

Un observateur bourgeois de la Commune écrivit en mai 1871 dans un journal anglais : « Si la nation française était seulement composée de femmes, quelle nation terrible ce serait. » Pendant la Commune, les femmes et les enfants de treize ans luttèrent aux côtés des hommes. Il ne pourra pas en être

autrement dans les batailles futures pour le renversement de la bourgeoisie. Les femmes prolétaires ne regarderont pas passivement comment la bourgeoisie bien armée tirera sur des ouvriers mal armés ou sans armes. Elles prendront les armes, comme en 1871 et, des nations actuelles, intimidées, plus exactement, du mouvement ouvrier actuel plus désorganisé par les opportunistes que par les gouvernements, surgira, certainement, tôt ou tard, mais sans aucun doute, l'Union internationale des « nations terribles » du prolétariat révolutionnaire.

Aujourd'hui, la militarisation pénètre toute la vie sociale. L'impérialisme, c'est la lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le nouveau partage du monde, et c'est pourquoi il doit inévitablement aboutir à une militarisation dans tous les pays, neutres et petits. Contre cela, que feront les femmes prolétaires ? Est-ce qu'elles se borneront à maudire toute guerre et tout ce qui a trait à la guerre et à ne réclamer que le désarmement ? Jamais les femmes de la classe opprimée qui est réellement révolutionnaire, ne se contenteront d'un rôle aussi honteux. Elles diront à leurs fils :

« Bientôt, tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends-le et apprends bien le métier de la guerre. C'est une science indispensable aux prolétaires non pas pour tirer sur tes frères, les ouvriers des autres pays, comme on le fait dans la guerre actuelle et comme te le conseillent les traîtres au socialisme, mais pour lutter contre la bourgeoisie de ton propre

pays, afin de mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non pas par des vœux pieux, mais par la victoire sur la bourgeoisie et par le désarmement.

(Extrait de « Sur le mot d'ordre du désarmement », écrit au début d'octobre 1916, publié en décembre 1916 dans *Sbornik sotsialdemokrata* n° 2. *Œuvres complètes*, t. XIX, p. 317.)

La révolution, un acte de naissance

...Ils avaient entendu, et reconnu « en théorie » qu'il faut comparer la révolution à un acte de naissance, mais quand les choses devinrent sérieuses une peur honteuse s'empara d'eux et leurs pleurnicheries d'âmes sensibles se changèrent en méchantes incartades bourgeoises contre l'insurrection du prolétariat. Prenons les descriptions de l'acte de naissance dans la littérature, ces descriptions dont les auteurs cherchaient à représenter d'une façon véridique toute la gravité, toutes les souffrances, toutes les transes de cet acte, par exemple la *Joie de vivre*, d'Emile Zola ou les *Mémoires d'un médecin*, de Veressaev. La naissance de l'homme est liée à un acte qui fait de la femme un être tourmenté, déchiré, fou de douleur, un morceau de chair sanglant, demi-mort. Mais est-ce qu'à un individu qui ne voyant que cela dans l'amour, ses conséquences, la transformation de la femme en mère, s'interdirait l'amour et la procréation d'enfants, est-ce qu'à un tel individu on donnerait le nom d' « homme » ?

Il y a des accouchements faciles et difficiles. Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, parlaient toujours des *longues souffrances d'accou-*

chement qui sont inévitablement liées à la transition du capitalisme au socialisme. Et Engels, en analysant les conséquences de la guerre mondiale, donne une description simple et claire du fait, incontestable et évident, que la révolution, faisant suite à la guerre, liée à la guerre (et qui, ajoutons-nous, ayant éclaté en temps de guerre doit se développer et se maintenir à un moment où elle est entourée par la guerre mondiale) qu'une telle révolution est un *acte de naissance particulièrement difficile*.

C'est en pleine connaissance de ce fait qu'Engels lorsqu'il parle de l'accouchement du socialisme par la société capitaliste périssant dans la guerre mondiale, s'exprime en des termes particulièrement prudents :

Un seul résultat [de la guerre mondiale], dit-il est absolument hors de doute: l'épuisement général et la *création* de conditions propices à la victoire finale de la classe ouvrière.

Cette idée est encore plus clairement exprimée à la fin de la préface que nous venons d'analyser :

A la fin de la tragédie, vous autres (capitalistes et propriétaires, rois et hommes d'Etat bourgeois), vous serez en ruines et la victoire du prolétariat sera ou déjà acquise, ou, en tout cas, inévitable.

Les naissances difficiles augmentent très souvent le danger d'une maladie mortelle ou d'une issue mortelle. Mais si des individus meurent à la suite d'ac-

couchements, la société nouvelle engendrée par l'ancien régime ne peut pas périr, seulement, sa naissance peut être plus douloureuse, plus longue, et sa croissance et son développement plus lent.

(*Pravda*, 2 juillet 1918. *Œuvres complètes*, t. XXIII, p. 108, édit. russe.)

Discours au premier congrès panrusse des ouvrières

(19 novembre 1918)

Camarades, le congrès de la partie féminine de l'armée prolétarienne a, à un certain point de vue, une importance particulièrement grande provenant du fait que, dans tous les pays, les femmes se sont ralliées au mouvement ouvrier plus difficilement. Une révolution n'est pas possible sans une participation considérable de l'immense fraction des femmes travailleuses.

Dans tous les pays civilisés, même les plus avancés, la condition des femmes est telle qu'on les appelle, non sans raison, les esclaves du ménage. Dans aucun Etat capitaliste, fût-ce la plus libre des Républiques, les femmes ne jouissent d'une pleine égalité de droits.

La République des Soviets a pour tâche d'abolir avant tout, toutes les restrictions des droits de la femme. Le procès de divorce, source de toute la boue bourgeoise, d'avilissements, d'humiliations a été complètement aboli par le pouvoir soviétique.

Il y aura bientôt un an qu'existe une législa-

tion tout à fait libre sur le divorce. Nous avons promulgué un décret abolissant toute différence dans la situation des enfants légitimes et illégitimes et toute une série de vexations politiques; nulle part dans le monde l'égalité et la liberté des femmes travailleuses n'ont trouvé une aussi complète réalisation.

Nous savons que tout le poids des prescriptions surannées pèse sur la femme de la classe ouvrière.

Pour la première fois dans l'histoire, notre loi a effacé tout ce qui a fait de la femme un être sans droits. Mais il ne s'agit pas de la loi. Chez nous, cette loi concernant la liberté complète du mariage prend très bien racine dans les villes et dans les agglomérations industrielles, mais à la campagne elle reste très souvent lettre morte. Là, jusqu'à présent, le mariage religieux prédomine. Cela est dû à l'influence des prêtres et ce mal est plus difficile à combattre que l'ancienne législation.

C'est avec une extrême prudence qu'il faut lutter contre les préjugés religieux; ceux qui, au cours de cette lutte, blessent les sentiments religieux, font beaucoup de mal. Il faut lutter par la propagande et l'éclaircissement. En envenimant cette lutte nous pouvons irriter les masses; une telle lutte approfondit la division des masses sous l'angle de la religion, alors que notre force réside dans l'union. La source la plus profonde des préjugés religieux, c'est la misère et l'absence de lumières; voilà le mal que nous devons combattre.

Jusqu'ici la condition de la femme est restée telle

qu'on la qualifie d'esclavage; la femme est soumise à son ménage et elle ne peut être sauvée de cette situation que par le socialisme, au moment où, de la petite exploitation, nous irons vers l'exploitation commune et vers la culture en commun de la terre.

Alors, seulement, la libération et l'émancipation de la femme seront complètes. C'est une tâche difficile; mais déjà on crée des comités de paysans pauvres et le temps approche où la révolution sera renforcée.

A présent, seulement, la partie la plus pauvre de la population du village s'organise et dans ces organisations des pauvres le socialisme obtient une base stable.

Dans le passé on connaissait très souvent des situations où la ville devenait révolutionnaire alors que le village tardait à en suivre l'exemple.

La révolution actuelle s'appuie sur le village et c'est là son importance et sa force. L'expérience de tous les mouvements libérateurs atteste que le succès d'une révolution dépend du degré de participation des femmes. Le pouvoir soviétique fait tout afin que la femme puisse accomplir, en toute indépendance, sa tâche prolétarienne et socialiste.

La situation du pouvoir des Soviets est difficile parce que les impérialistes de tous les pays haïssent la Russie soviétique et se rassemblent pour mener la guerre contre elle parce qu'elle a allumé le feu de la révolution dans une série de pays et qu'elle a fait des pas décisifs vers le socialisme. Maintenant qu'ils

veulent écraser la Russie révolutionnaire, la terre commence à brûler sous leurs propres pieds. Vous n'ignorez pas l'extension prise par le mouvement révolutionnaire en Allemagne, au Danemark, les ouvriers mènent la lutte contre le gouvernement, la Hollande se transforme en République soviétique. Le mouvement révolutionnaire dans ces petits pays n'a pas une importance en soi, mais il est très significatif parce que dans ces pays il n'y a pas eu de guerre et que leur régime démocratique a été orienté le plus à droite. Si de tels pays se rallient au mouvement cela nous donne la certitude que le mouvement révolutionnaire embrasse le monde entier.

Jusqu'à présent aucune République n'a pu libérer la femme. Le pouvoir soviétique lui prête son aide. Notre cause est invincible parce que dans tous les pays se soulève l'invincible classe ouvrière. Ce mouvement marque la croissance de l'invincible révolution socialiste.

(*Œuvres complètes*, t. XXIII, p. 285-286.)

Le pouvoir soviétique et la situation de la femme

Le deuxième anniversaire du pouvoir soviétique nous impose le devoir de passer en revue tout ce qui a été réalisé au cours de cette période et de réfléchir sur la signification et les buts de la transformation actuelle.

La bourgeoisie et ses partisans nous accusent d'avoir violé la démocratie. Nous déclarons que la révolution soviétique a donné à la démocratie une impulsion sans précédent tant en extension qu'en profondeur; cette impulsion, elle l'a donnée précisément à la démocratie des masses travailleuses exploitées par le capitalisme, c'est-à-dire à la démocratie pour l'immense majorité du peuple, donc à la démocratie socialiste (pour les travailleurs) qu'il faut distinguer de la démocratie bourgeoise (pour les exploités, les capitalistes, les riches).

Qui a raison ?

Bien réfléchir sur cette question et l'approfondir, cela veut dire, vérifier l'expérience de ces deux années et se préparer mieux en vue de son développement ultérieur.

La condition de la femme rend la différence entre la démocratie bourgeoise et socialiste particulièrement évidente et donne une réponse singulièrement claire à la question que nous venons de poser.

Dans aucune République bourgeoise (c'est-à-dire où existe la propriété privée sur la terre, les fabriques, les usines, les actions, etc.) si démocratique soit-elle et que ce soit le pays le plus avancé du monde, la femme ne jouit d'une pleine égalité de droits. Et cela malgré les cent vingt ans qui se sont écoulés depuis la grande Révolution française (bourgeoise démocratique).

En paroles, la démocratie bourgeoise promet l'égalité et la liberté, mais, en fait, même la République bourgeoise la plus avancée *n'a pas donné* à la moitié féminine du genre humain la pleine égalité avec l'homme ni ne l'a libérée de la tutelle et de l'oppression de ce dernier.

La démocratie bourgeoise est une démocratie des phrases pompeuses, des promesses grandiloquentes, des mots d'ordre sonores de *liberté et d'égalité*, mais, en réalité, elle dissimule l'absence de liberté pour les travailleurs et exploités et leur inégalité.

La démocratie soviétique ou socialiste rejette le verbiage pompeux et mensonger, elle déclare une guerre sans merci à l'hypocrisie des « démocrates » propriétaires fonciers, capitalistes ou paysans rassasiés qui s'enrichissent par des spéculations de blé aux dépens des ouvriers affamés.

A bas ce mensonge hideux ! L'« égalité » entre

opprimés et oppresseurs, entre exploités et exploités, est impossible, elle n'existe pas, il n'y en aura jamais. Une « liberté » véritable n'est pas possible, n'existe point ni ne sera tant que la femme ne sera pas libérée des privilèges en faveur de l'homme consacrés par la loi, tant que l'ouvrier ne sera pas libéré du joug du Capital, tant que le paysan travailleur ne sera pas libéré du joug du capitaliste, du propriétaire foncier, du commerçant.

Que les menteurs et les hypocrites, les imbéciles et les aveugles, les bourgeois et leurs partisans trompent le peuple en lui parlant de la liberté, de l'égalité, de la démocratie en général.

Pour notre part, nous disons aux ouvriers et aux paysans : arrachez le masque à ces menteurs, ouvrez les yeux à ces aveugles. Demandez-leur :

Egalité de quel sexe avec quel sexe ?

De quelle nation avec quelle nation ?

De quelle classe avec quelle classe ?

Liberté de quel joug ou bien du joug de quelle classe ?

Celui qui parle de politique, de démocratie, liberté, égalité, socialisme, *sans poser* ces questions ni les placer au premier plan, sans lutter contre les tentatives de cacher, dissimuler et étouffer ces questions, est le pire ennemi des travailleurs, un loup sous la peau de l'agneau, le pire adversaire des ouvriers et paysans, un valet des propriétaires terriens, des tsars, des capitalistes.

En l'espace de deux ans, le pouvoir soviétique

a plus fait pour la libération de la femme, pour son égalité avec le sexe « fort », dans un des pays les plus arriérés de l'Europe que toutes les Républiques avancées, éclairées, « démocratiques » du monde entier au cours de 130 ans.

Lumières, culture, civilisation, liberté, dans toutes les Républiques capitalistes, bourgeoises du monde tous ces mots pompeux vont de pair avec des lois infiniment abjectes, d'une vilenie dégoûtante, d'une grossièreté bestiale consacrant l'inégalité juridique de la femme quant au mariage et au divorce, établissant l'inégalité entre enfants naturels et « légitimes », créant des privilèges pour les hommes, alors qu'elles humilient et outragent les femmes.

C'est par le joug du Capital, l'oppression de la « propriété privée sacrée », le despotisme de la stupidité bourgeoise que les Républiques les plus démocratiques de la bourgeoisie ont été empêchées de porter atteinte à ces viles et abjectes lois.

La République des Soviets, la République des ouvriers et paysans a démoli d'un coup toutes ces lois en ne laissant pas une pierre sur l'autre des constructions bâties par le mensonge et l'hypocrisie bourgeois.

A bas ce mensonge ! A bas les menteurs qui parlent de liberté et d'égalité pour *tous*, alors qu'il existe un sexe opprimé, des classes d'opresseurs, alors qu'il existe la propriété privée sur le capital et les actions, alors qu'il y a des gens regorgeant de blé qui soumettent au servage les affamés. Pas de liberté

pour tous, pas d'égalité pour tous, mais *lutte* contre les oppresseurs et exploités, *extirpation de toutes les possibilités* d'oppression et d'exploitation. Voilà notre mot d'ordre !

Liberté et égalité pour le sexe opprimé !

Liberté et égalité pour l'ouvrier et le paysan travailleur !

Liberté contre les oppresseurs, contre les capitalistes, contre le spéculateur koulak !

Voilà notre cri de guerre, notre vérité prolétarienne, vérité de la lutte contre le Capital, vérité que nous avons jetée à la face du monde du Capital avec ses phrases mielleuses, hypocrites, pompeuses de liberté et d'égalité *en général*, de liberté et d'égalité *pour tous*.

Parce que nous avons déchiré le masque de cette hypocrisie, parce que nous réalisons avec une énergie révolutionnaire la liberté et l'égalité pour les opprimés et les travailleurs, contre les oppresseurs, les capitalistes et les koulaks, c'est justement pour cela que le pouvoir soviétique est devenu si cher aux ouvriers du monde entier.

C'est précisément pour cela qu'au deuxième anniversaire du pouvoir soviétique nous avons pour nous les sympathies des masses ouvrières, des opprimés et exploités dans tous les pays du monde.

Et c'est pour cette raison qu'au deuxième anniversaire du pouvoir soviétique, malgré la faim et le froid, malgré tous les malheurs qui nous sont causés par l'envahissement de la République russe des Soviets

par les impérialistes, nous sommes remplis d'une foi solide dans la justesse de notre cause, dans l'inévitable victoire du pouvoir soviétique universel.

(*Pravda*, 6 novembre 1919. *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 517 et suiv. 2^e éd. russe.)

La journée internationale des femmes

Le fait essentiel, fondamental dans le bolchévisme et la Révolution russe d'Octobre, c'est qu'ils ont entraîné dans la politique justement ceux qui, sous le capitalisme, ont été les plus opprimés. Ces couches avaient été écrasées, dupées, pillées par les capitalistes, et sous le régime monarchique et dans les Républiques démocratiques bourgeoises. Tant qu'existaient la propriété privée sur la terre, les fabriques et usines, ce joug, cette duperie, ce pillage du peuple travailleur par les capitalistes était inévitable.

L'essentiel du bolchévisme et du pouvoir soviétique, c'est qu'en démasquant le mensonge et l'hypocrisie du démocratism bourgeois, en abolissant la propriété privée sur les terres, fabriques et usines, ils concentrent tout le pouvoir de l'Etat entre les mains des masses laborieuses et exploitées. Ces masses tiennent entre leurs propres mains la politique, qui n'est autre chose que l'œuvre de construction de la société nouvelle. L'œuvre est difficile, les masses ont été assommées et étranglées par le capitalisme, mais il n'y a pas d'autre issue de l'esclavage salarié, de l'esclavage des capitalistes, il n'y en a pas et il ne peut pas y en avoir.

Or, sans les femmes, il est impossible d'entraîner les masses dans la politique. En effet, sous le capitalisme, la moitié féminine du genre humain subit une oppression double. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le Capital, mais, par-dessus le marché, même dans les Républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne disposent pas des mêmes droits, puisque la loi ne leur donne pas l'égalité avec l'homme, deuxièmement, et c'est l'essentiel, elles vivent dans l'« esclavage du ménage », elles sont des « esclaves domestiques » subissant le joug du travail le plus mesquin, le plus sombre, le plus lourd, le plus abêtissant, le travail de la cuisine et du ménage en général qui les retient dans l'isolement de la maison et de la famille.

La Révolution bolchévik, soviétique détruit les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes d'une façon plus profonde qu'aucun parti ni aucune révolution dans le monde ne l'a osé. Chez nous, en Russie soviétique, aucune trace n'est restée de l'inégalité juridique entre femmes et hommes. Le pouvoir soviétique a complètement aboli l'inégalité particulièrement ignoble, abjecte et hypocrite relative au droit du mariage et de la famille, l'inégalité concernant les enfants.

Tout cela n'est qu'un premier pas vers l'émancipation de la femme. Pourtant, ce premier pas, aucune des Républiques bourgeoises, même des plus démocratiques, n'a osé le faire. Elles ne l'ont pas osé par peur devant la « propriété privée sacrée ».

La deuxième mesure fondamentale fut l'abolition de la propriété privée sur la terre, les fabriques et usines. Elle seule ouvre la voie à l'émancipation complète et réelle de la femme, à sa libération de l'« esclavage domestique » par la transition du petit ménage individuel vers le grand ménage socialisé.

Cette transition est difficile, car il s'agit de la transformation d'un « ordre » des plus enraciné, coutumier, endurci, invétéré (à vrai dire, ce n'est pas un ordre, mais un désordre, une barbarie). Mais la transition est commencée, l'œuvre est entreprise, nous nous sommes engagés dans la route nouvelle.

A l'occasion de la Journée internationale des femmes, les ouvrières de tous les pays du monde rassemblées à d'innombrables meetings enverront leurs salutations à la Russie soviétique qui a commencé une œuvre extrêmement difficile, mais grande, d'une grandeur mondiale et qui apportera aux femmes l'émancipation réelle. On entendra des appels courageux de ne pas se laisser intimider par la réaction féroce et parfois bestiale de la bourgeoisie. Plus un pays bourgeois est « libre » ou « démocratique » plus la bande des capitalistes sévit et agit brutalement contre la révolution ouvrière; on n'a qu'à prendre l'exemple de la République démocratique des Etats-Unis. Mais déjà l'ouvrier a fait sentir le poids de sa masse. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses dormantes ou à moitié endormies, inertes, en Amérique, en Europe et dans l'Asie arriérée.

Dans toutes les parties du monde la glace est brisée.

La libération des peuples du joug de l'impérialisme, la libération des ouvriers et ouvrières du joug du Capital fait des progrès irrésistibles. Cette œuvre a été entreprise par des dizaines et centaines de millions d'ouvriers et ouvrières, de paysans et paysannes. C'est pourquoi cette œuvre de la libération du travail du joug du Capital vaincra dans le monde entier.

(*Œuvres complètes*, t. XXVI, p. 193-194, édit. russe.)

Sur les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets

(Discours prononcé à la IV^e conférence des ouvrières sans-parti de la ville de Moscou, le 25 septembre 1919.)

Camarades, je suis très heureux de saluer la conférence des femmes ouvrières. Je me permettrai de ne pas aborder ici les sujets et questions qui, tout naturellement, agitent à l'heure actuelle plus que tout autre chose chaque femme et chaque homme conscients des masses laborieuses. Ces questions brûlantes, c'est la question du pain et notre situation militaire. Mais, comme je le sais par les comptes rendus que les journaux ont publiés sur vos assemblées, ces questions ont été exposées ici d'une façon complète par le camarade Trotski pour ce qui regarde le problème militaire et par les camarades Iakovleva et Svidevski, en ce qui concerne la question du pain, aussi permettez-moi de ne pas traiter ces questions.

Je voudrais vous dire quelques mots sur les tâches générales du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets, tant sur celles liées à la tran-

sition vers le socialisme, en général, qu'à celles qui, actuellement, se trouvent placées au premier plan d'une façon particulièrement pressante. Camarades, c'est dès le début que la question de la femme a été soulevée par le pouvoir soviétique. Je pense que tout Etat ouvrier passant au socialisme aura une double tâche à remplir : la première partie de cette tâche est relativement simple et facile. Elle a trait aux vieilles lois ayant placé la femme dans un état d'infériorité à l'égard de l'homme.

Depuis fort longtemps, non seulement pendant des dizaines d'années, mais durant des siècles, les représentants de tous les mouvements libérateurs en Europe occidentale ont exigé l'abrogation de ces lois surannées et l'établissement de l'égalité juridique entre femmes et hommes, mais pas un des Etats démocratiques de l'Europe, aucune des Républiques les plus avancées n'a réussi à réaliser cette revendication, car, partout où existe le capitalisme, partout où l'on sauvegarde la propriété privée sur la terre, les fabriques et les usines, partout où l'on maintient le pouvoir du Capital, les privilèges des hommes restent en vigueur. En Russie on a réussi à réaliser cette revendication pour la seule raison que, depuis le 25 octobre 1917, on y a établi le pouvoir des ouvriers. Le pouvoir soviétique s'est donné pour tâche, dès le début, d'exister comme pouvoir des travailleurs ennemi de toute exploitation. Il s'est donné pour tâche d'extirper les possibilités d'exploitation des travailleurs par les propriétaires fonciers et les capitalistes, de détruire la do-

mination du Capital. Le pouvoir soviétique s'est efforcé d'obtenir que les travailleurs puissent construire leur vie sans la propriété privée sur les fabriques et usines, sans cette propriété privée qui, partout dans le monde, même en pleine liberté politique, même dans les Républiques les plus démocratiques a réduit les ouvriers à la misère et à l'esclavage salarié et la femme à un esclavage double.

C'est pourquoi le pouvoir soviétique, en tant que pouvoir des travailleurs, a réalisé, au cours des premiers mois de son existence, la transformation la plus décisive sur le plan de la législation relative aux femmes. Dans la République soviétique aucune pierre n'est restée sur l'autre quant aux lois ayant placé la femme dans un état d'infériorité. Je songe, notamment, aux lois qui, exploitant la position plus faible de la femme, l'ont mise dans une condition d'inégalité, voire souvent d'humiliation, c'est-à-dire aux lois portant sur le divorce et les enfants naturels, ainsi que sur le droit de la femme à la recherche du père en vue d'assurer les aliments.

C'est précisément dans ce domaine que la législation bourgeoise, même dans les pays les plus avancés, il faut le dire, exploite la faiblesse de la femme en la rendant diminuée en droits et en l'humiliant et c'est justement dans ce domaine que le pouvoir soviétique n'a pas laissé une pierre sur l'autre des vieilles lois injustes, insupportables pour les représentants des masses laborieuses. Et aujourd'hui, nous pou-

vons dire, avec une légitime fierté et sans aucune exagération, qu'en dehors de la Russie soviétique il n'y a pas de pays dans le monde entier où la femme jouisse d'une entière égalité de droits et où elle ne soit dans une position humiliante, particulièrement sensible dans la vie quotidienne et familiale. C'était là une de nos premières tâches et des plus importantes.

Quand vous entrez en contact avec des partis hostiles aux bolchéviks, quand des journaux édités en russe dans les régions occupées par Koltchak ou Dénikine tombent entre vos mains, quand il vous arrive de parler avec des gens qui partagent le point de vue de ces journaux, alors vous pouvez souvent les entendre accuser le pouvoir soviétique de violer la démocratie.

A nous, représentants du pouvoir soviétique, bolchéviks, communistes et partisans du pouvoir soviétique on ne cesse de nous reprocher d'avoir violé la démocratie et comme preuve on invoque le fait que le pouvoir soviétique a chassé la Constituante. A ces accusations, nous répondons d'habitude comme suit : nous n'attachons pas de prix à cette démocratie et à cette Constituante qui est née à l'époque de la propriété privée sur la terre, où les hommes n'étaient pas égaux entre eux, où le propriétaire du capital privé était le maître et les autres, qui travaillaient chez lui, étaient ses esclaves salariés. Une telle démocratie a dissimulé l'esclavage, même dans les Etats les plus avancés. Nous autres, socialistes, nous sommes des

partisans de la démocratie seulement dans la mesure où elle allège la situation des travailleurs et des opprimés. Le socialisme se donne pour tâche de mener la lutte dans le monde entier contre toute exploitation de l'homme. Ce qui nous importe à nous véritablement, c'est une démocratie au service des exploités, de ceux qui se trouvent dans une condition d'inégalité juridique. Si celui qui ne travaille pas est privé du droit de vote, alors c'est cela la véritable égalité entre les hommes. Il ne faut pas qu'il y ait des non-travailleurs. En réponse à ces incriminations, nous disons qu'il faut poser la question de savoir comment la démocratie existe dans tel ou tel autre Etat ? Dans toutes les Républiques démocratiques nous voyons proclamer l'égalité, mais dans les lois civiles et dans les lois sur la situation de la femme, sur sa position dans la famille, sur le divorce, nous nous apercevons à chaque pas de l'inégalité et de la dégradation de la femme et nous disons que c'est justement une violation de la démocratie à l'égard des opprimés. En ne laissant subsister dans ses lois la moindre allusion à l'inégalité des femmes, le pouvoir soviétique a réalisé la démocratie à un plus haut degré que les autres pays, les plus avancés. Je le répète, pas un Etat, pas une législation démocratique n'a fait pour la femme seulement la moitié de ce qu'a fait le pouvoir soviétique dans les premiers mois de son existence.

Bien entendu, quelques lois, ce n'est pas chose suffisante et nous ne nous contentons, en aucune façon, des réalisations accomplies sur le plan législatif dont

nous venons de parler, mais nous avons accompli tout ce que l'on nous avait demandé, pour donner à la femme l'égalité et nous avons le droit d'en être fiers. Aujourd'hui, la situation de la femme en Russie soviétique est idéale par rapport aux Etats les plus avancés. Mais nous nous disons que cela n'est qu'un commencement.

La situation de la femme quant à ses travaux ménagers, reste toujours pénible. Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égale de l'homme il faut que les travaux ménagers soient chose publique et que la femme participe au travail productif général. Alors la femme occupera la même position que l'homme.

Bien entendu il n'est pas question d'abolir pour la femme toutes les différences en ce qui concerne le rendement du travail, son extension, sa durée, les conditions de travail, mais ce dont il s'agit c'est que la femme ne soit pas opprimée en raison de sa situation économique différente de celle de l'homme. Vous savez toutes que même lorsque l'entière égalité de droits est réalisée il reste toujours cette oppression de fait de la femme résultant du ménage qui, dans la plupart des cas, est le travail le moins productif parce que le plus lourd et le plus barbare que la femme effectue. C'est un travail extrêmement mesquin ne pouvant contribuer, tant soit peu, au développement de la femme.

En poursuivant l'idéal socialiste, nous voulons lutter pour la réalisation complète du socialisme et là un

champ de travail très vaste est ouvert aux femmes. A l'heure actuelle, nous nous préparons sérieusement à déblayer le terrain pour la construction du socialisme, mais l'édification du socialisme ne sera possible que, lorsque ayant réalisé l'égalité complète de la femme, nous accomplirons le travail nouveau en commun avec la femme libérée de ce travail mesquin, abrutissant, improductif. Ce sera un travail de longue haleine qui ne pourra donner des résultats aussi rapides ni ne produira d'aussi éblouissants effets.

Nous créerons des institutions modèles, des restaurants, des crèches pouvant libérer les femmes des travaux ménagers. Et ce sera avant tout sur les femmes que reposera le travail d'organisation de toutes ces institutions. Il faut dire qu'à l'heure actuelle il y a, en Russie, très peu de ces institutions susceptibles d'aider les femmes à sortir de l'état d'esclaves domestiques. Leur nombre est infime et les conditions dans lesquelles la République des Soviets se trouve à l'heure actuelle, tant sur le plan militaire que sur celui de la production — et dont les camarades vous ont parlé ici en détail — nous empêchent de réaliser cette œuvre. Néanmoins, il faut dire que ces institutions délivrant les femmes de la condition d'esclaves domestiques surgissent partout où s'ouvre la moindre possibilité pour leur existence. Nous disons que l'émancipation des ouvriers doit être l'œuvre des ouvriers eux-mêmes et, de la même façon, l'émancipation des ouvrières ne peut être réalisée que par les ouvrières. Les ouvrières doivent s'occuper elles-

mêmes du développement de telles institutions et cette activité des femmes provoquera un changement complet de leur ancienne position dans la société capitaliste¹.

Dans l'ancienne société capitaliste, une préparation spéciale était exigée de qui s'occupait de politique. C'est pourquoi, même dans les pays capitalistes les plus avancés et les plus libres, la participation des femmes à la politique était insignifiante. Notre tâche consiste à rendre la politique accessible à chaque femme travailleuse. Du moment que la propriété privée sur la terre est abolie et que le pouvoir des propriétaires fonciers et des capitalistes est renversé, les tâches politiques des masses laborieuses et des femmes travailleuses deviennent simples, claires et pour tous complètement accessibles. Dans la société capitaliste, la femme est privée de droits politiques à tel point que sa participation à la politique est presque nulle par rapport à l'homme. Pour changer cette situation, il faut que s'instaure le pouvoir des travailleurs et alors

1. Depuis, la réalisation des deux premiers plans quinquennaux a permis à l'U.R.S.S. de créer un vaste réseau d'institutions destinées à libérer la femme des travaux ménagers. En ce qui concerne la nourriture publique l'U.R.S.S. comptait en 1935, 47.270 restaurants, cantines de fabrique, etc. ayant distribué 62.500.000.000 de plats. Les crèches ont pu recevoir, en 1936, 6.426.200 enfants, contre 11.200 en 1914. Ce sont là des exemples d'ailleurs déjà dépassés par la réalité, mais qui montrent à quel point le programme établi par Lénine au lendemain de la Révolution d'Octobre a été réalisé. (N.R.)

les tâches principales de la politique engloberont tout ce qui a trait au sort des travailleurs eux-mêmes.

Et là, la participation des ouvrières est indispensable, non seulement de celles qui sont membres du Parti et conscientes, mais aussi des femmes sans parti et moins conscientes. Ici le pouvoir soviétique a ouvert un vaste champ d'action aux femmes.

Nous avons eu de graves difficultés dans la lutte contre les forces hostiles qui attaquent la Russie soviétique. Sur le plan militaire, nous avons eu des difficultés à combattre les forces qui attaquent le pouvoir des travailleurs en recourant à la guerre, et sur le plan de la production il nous a été difficile de lutter contre les spéculateurs, parce que nous n'avons pas assez de gens, de travailleurs qui, par leur propre activité, soient entièrement venus à notre secours. Et là, rien n'est plus précieux pour le pouvoir soviétique que l'aide de la grande masse des femmes sans parti. Qu'elles le sachent : dans l'ancienne société bourgeoise l'activité politique a peut-être supposé une préparation politique compliquée qui n'était pas à la portée de la femme. Mais l'objectif principal de l'activité politique de la Russie soviétique, c'est la lutte contre les propriétaires fonciers et les capitalistes, la lutte pour l'anéantissement de l'exploitation et c'est pourquoi, dans la République soviétique, les ouvrières peuvent exercer une activité politique en aidant les hommes par leur savoir en matière d'organisation.

Ce qu'il nous faut ce n'est pas seulement un travail d'organisation à l'échelle de millions. Il nous faut

également un travail d'organisation à la plus petite échelle permettant également aux femmes d'y participer. La femme peut aussi travailler sur le plan militaire, lorsqu'il s'agit d'aider l'armée, de faire dans son sein un travail d'agitation. A tous ces efforts, la femme doit prendre une part active afin que l'Armée rouge voie qu'elle est l'objet de nos soucis. La femme peut aussi travailler sur le plan de la production, dans la distribution des produits, pour améliorer l'alimentation des masses, pour développer les restaurants dont un grand nombre viennent d'être créés à Pétrograd.

Voilà les domaines où l'activité de l'ouvrière acquiert une véritable importance en matière d'organisation. La participation des femmes est aussi indispensable dans l'installation des grandes entreprises expérimentales et dans leur surveillance, afin que ces tentatives ne restent pas isolées. Sans la participation d'un grand nombre de femmes travailleuses cette tâche n'est pas réalisable. Ce travail, l'ouvrière peut parfaitement l'aborder en surveillant la distribution des produits et en veillant à ce que l'on puisse se les procurer plus facilement. Cette tâche est tout à fait proportionnée aux forces de l'ouvrière sans parti et, d'ailleurs, son accomplissement contribuera plus que toute autre chose à la consolidation de la société socialiste.

En abolissant la propriété privée sur la terre et, presque complètement, sur les fabriques et usines, le pouvoir soviétique tend à faire participer à cette édi-

fication de l'économie tous les travailleurs, non seulement les membres du Parti, mais aussi les sans parti et non seulement les hommes, mais également les femmes. Cette œuvre entreprise par le pouvoir soviétique ne pourra avancer que si, dans toute la Russie, à la place de centaines de femmes, des millions et des millions de femmes apportent leur concours. Alors, les travailleurs montreront qu'ils savent vivre et être les maîtres de leur maison, sans propriétaires fonciers ni capitalistes. Alors, la construction socialiste aura en Russie une base si solide qu'aucun ennemi extérieur dans les autres pays et à l'intérieur de la Russie ne sera à craindre pour le pouvoir soviétique.

(Publié dans la *Pravda*, le 25-9-1919. *Œuvres complètes*, t. XXIV, p. 467-472.)

Aux ouvrières

Camarades, les élections au Soviet de Moscou témoignent de l'affermissement du Parti communiste au sein de la classe ouvrière¹.

Les ouvrières doivent prendre une plus grande part aux élections². Seul au monde, le pouvoir des Soviets a, le premier, complètement aboli les vieilles lois bourgeoises, les lois abominables qui consacraient l'infériorité légale de la femme et les privilèges de l'homme, notamment dans le mariage et les rapports

1. Les élections au Soviet des députés ouvriers, paysans et soldats de Moscou eurent lieu en février 1920. 1532 députés furent élus. De ce nombre, 1399 hommes et 133 femmes. La composition politique du nouveau Soviet était la suivante. 1220 communistes, 50 candidats, 50 sympathisants, 40 menchéviks, 3 anarchistes, 1 social-démocrate indépendant, 1 socialiste juif du parti unifié, 1 maximaliste, 166 sans parti.

2. Ce vœu de Lénine s'est réalisé dans des proportions prodigieuses. Aux élections aux Soviets, en 1934-35, 90,4 % des femmes ont voté dans les villes et 80,3 % à la campagne. Le pourcentage respectif pour les hommes était de 92,0 % et de 86,4 %. Même dans des régions aussi arriérées que l'Ouzbékïe, le Turkestan, etc. 70 % des femmes ont voté. Quant à la participation des femmes au travail des Soviets le pourcentage des femmes membres des Soviets est de 26,2 % à la campagne et de 30,4 % dans la ville. Parmi les présidents des Soviets 6,7 % sont des femmes.

avec les enfants. Le pouvoir des Soviets, le premier et le seul au monde, a, en tant que pouvoir des travailleurs, aboli tous les privilèges qui, liés à la propriété, sont maintenus au profit de l'homme, dans le droit familial, par les Républiques bourgeoises les plus démocratiques.

Où il y a des propriétaires fonciers, des capitalistes et des commerçants, il ne peut y avoir d'égalité entre l'homme et la femme, même devant la loi.

Où il n'y a pas de propriétaires fonciers, de capitalistes et de commerçants, où le pouvoir des travailleurs édifie sans ces exploiters la vie nouvelle, il y a égalité de l'homme et de la femme devant la loi.

Mais c'est insuffisant.

L'égalité devant la loi n'est pas encore l'égalité dans la vie.

Nous entendons que l'ouvrière conquière non seulement devant la loi, mais encore dans la vie, l'égalité avec l'ouvrier. Il faut, à cette fin, que les ouvrières prennent une part de plus en plus grande à la gestion des entreprises publiques et à l'administration de l'Etat.

Les femmes feront vite leur apprentissage en administrant et rattraperont les hommes.

Elisez donc plus d'ouvrières communistes ou sans parti au Soviet. Peu importe si une ouvrière honnête, sensée et consciencieuse dans son travail n'appartient pas au Parti : élisez-la au Soviet de Moscou !

Qu'il y ait plus d'ouvrières au Soviet de Moscou ! Que le prolétariat moscovite montre qu'il est prêt à

tout faire et qu'il fait tout pour lutter jusqu'à la victoire contre la vieille inégalité, contre le vieil avilissement bourgeois de la femme !

Le prolétariat ne parviendra pas à s'émanciper complètement sans avoir reconnu aux femmes une liberté complète.

21 février 1920

Signé : N. LÉNINE.

(Pravda, n° 40, 22 février 1920. Œuvres complètes, t. XXV, p. 55-56, édit. française.)

Pour la Journée internationale des femmes

Le capitalisme unit une égalité de pure forme à l'inégalité économique et, par conséquent, sociale. C'est un de ses traits fondamentaux mensongèrement dissimulé par les partisans de la bourgeoisie, par les libéraux, et incompris des démocrates petits-bourgeois. De ce trait du capitalisme découle, entre autres, la nécessité de reconnaître ouvertement l'inégalité capitaliste, tout en luttant avec énergie pour l'égalité économique, et même, dans certaines conditions, de mettre cette reconnaissance hautement formulée de l'inégalité à la base de l'Etat prolétarien (Constitution soviétique).

Même dans l'égalité de pure forme d'ailleurs (l'égalité devant la loi, l'« égalité » du bien nourri et de l'affamé, du possédant et du non possédant), le capitalisme ne peut pas être conséquent. Et l'inégalité de la femme et de l'homme est l'une des manifestations les plus criantes de son inconséquence. Aucun Etat bourgeois, si progressiste, républicain, démocratique soit-il, n'a reconnu l'entière égalité des droits de l'homme et de la femme.

La République des Soviets de Russie a, par contre, balayé d'un seul coup *toutes* les traces juridiques *sans exception* de l'infériorité de la femme, et assure sur l'heure à la femme, de par la loi, l'égalité la plus complète.

On a dit que le niveau de culture d'un peuple est le mieux caractérisé par la situation juridique de la femme¹. Il y a, dans cette formule, un grain de profonde vérité. De ce point de vue, seule la dictature du prolétariat, seul l'Etat socialiste, pouvait atteindre et a atteint le degré le plus haut de la culture.

C'est pourquoi la nouvelle impulsion, d'une puissance sans précédent, du mouvement ouvrier féminin est inséparable de la fondation (et de l'affermissement) de la première République des Soviets et, parallèlement, en connexion avec ce dernier fait, de l'Internationale communiste.

Dès qu'il s'agit de ceux que le Capitalisme opprime directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, le régime des Soviets, et ce régime seul, leur assure la démocratie. La condition de la classe ouvrière et des paysans les plus pauvres l'atteste clairement. La condition de la femme l'atteste aussi clairement.

1. Allusion aux aphorismes de Ch. Fourier : « Les progrès sociaux et les changements de période s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté »... « L'extension des privilèges des femmes est le principe général de tous progrès sociaux. » (*Théorie des quatre mouvements*, t. I^{er} des *Œuvres complètes*, 2^e édition, 1841, p. 195 et 196.) (N.R.)

Mais le régime des Soviets est le dernier combat décisif pour l'*abolition des classes*, pour l'égalité économique et sociale. La démocratie, même offerte aux opprimés du capitalisme, y compris le sexe opprimé, *ne nous suffit pas*.

Le mouvement ouvrier féminin, ne se contentant pas d'une égalité de pure forme, se donne pour tâche principale la lutte pour l'égalité économique et sociale de la femme. Faire participer la femme au travail productif social, l'arracher à l'« esclavage domestique », la libérer du joug abrutissant et humiliant éternel et exclusif de la cuisine et de la chambre des enfants, voilà la tâche principale.

Cette lutte sera longue. Elle exige une transformation radicale de la technique sociale et des mœurs. Mais elle prendra fin par la victoire complète du communisme.

4-3 1920

(Supplément au n° 52 de la *Pravda*, 7 mars 1920.
Œuvres complètes, t. XXV, p. 83-84, édit., franc.)

ANNEXE

Les rapports entre femmes et hommes

Chez nous aussi une grande partie de la jeunesse travaille assidûment à reviser la conception bourgeoise de la « morale » dans les problèmes sexuels. Et c'est, je dois le dire, l'élite de notre jeunesse, celle qui réellement promet beaucoup. Comme vous venez de le signaler, dans l'atmosphère consécutive à la guerre et au début de la révolution, les anciennes valeurs idéologiques s'écroulent, perdant la forme qui les contenait, les nouvelles valeurs ne se cristallisent que lentement : par la lutte.

Les conceptions sur les rapports entre hommes et femmes se révolutionnent, comme aussi les sentiments et les pensées. On délimite à nouveau les droits de l'individu et ceux de la collectivité, et, partant, les devoirs de l'individu. C'est là un processus lent et souvent douloureux de disparition et d'enfantement. Cela est également vrai dans le domaine des rapports sexuels, pour le mariage et la famille. La décadence, la putréfaction, la fange du mariage bourgeois avec ses difficultés de rupture, avec la liberté pour le mari et l'esclavage pour la femme, le mensonge infâme de la morale sexuelle et des rapports remplissent les meilleurs hommes d'un sentiment de profond dégoût.

Le joug que les lois de l'Etat bourgeois font peser sur le mariage et la famille aggrave encore le mal et rend les conflits plus aigus. C'est le joug de l'inviolabilité de la propriété privée, qui sanctionne la vénalité, la bassesse, la saleté, à quoi vient s'ajouter le mensonge des conventions de

la société bourgeoise « comme il faut ». Les gens se révoltent contre ces déformations de la nature. Et à l'époque où s'écroulent des Etats puissants, où disparaissent les anciennes formes de domination, où périclète tout un monde social, les sentiments de l'individu isolé se modifient promptement.

La soif ardente de plaisirs variés acquiert facilement une force irrésistible. Les formes du mariage et des rapports entre les sexes dans le sens bourgeois ne satisfont plus. Une révolution approche dans ce domaine, concordant avec la révolution prolétarienne. On conçoit que tout cet écheveau extraordinairement emmêlé de questions préoccupe profondément aussi bien les femmes que les jeunes. Les uns et les autres souffrent particulièrement de cette confusion des rapports sexuels. La jeunesse proteste contre cet état de choses avec la fougue tapageuse propre à son âge. Cela se comprend. Rien ne serait plus faux que de prêcher à la jeunesse l'ascétisme monastique et la sainteté de la malpropre morale bourgeoise. Il n'est pas bon, à mon sens, que les problèmes sexuels, que des causes naturelles mettent au premier plan, deviennent, en ces années, la préoccupation principale des jeunes. Les suites en sont parfois fatales.

Dans sa nouvelle attitude à l'égard des questions concernant la vie sexuelle, la jeunesse n'est point sans se référer en principe à la théorie. Beaucoup qualifient leur position de « révolutionnaire » ou de « communiste ». Ils croient sincèrement qu'il en est ainsi. Je suis trop vieux pour qu'ils m'en imposent. Bien que je ne sois rien moins qu'un morne ascète, cette nouvelle vie sexuelle de la jeunesse et souvent même des adultes, m'apparaît assez souvent comme tout à fait bourgeoise, comme un des multiples aspects d'un lupanar bourgeois. Tout cela n'a rien à voir avec la « liberté de l'amour » telle que nous, communistes, nous la concevons. Vous connaissez sans doute la fameuse théorie d'après laquelle, dans la société communiste, satisfaire ses instincts sexuels et son besoin d'amour est aussi simple et aussi insignifiant que d'avaler un verre d'eau. Cette théorie du « verre d'eau » a fait que notre jeunesse est enragée, littéralement enragée.

Elle est devenue fatale pour beaucoup de jeunes gens et de jeunes filles. Ses partisans affirment que c'est une théorie

marxiste. Merci pour ce marxisme pour lequel tous les phénomènes et toutes les modifications qui interviennent dans la superstructure idéologique de la société se déduisent immédiatement, en ligne droite et sans réserve aucune, uniquement de la base économique. La chose n'est pas aussi simple qu'elle en a l'air. Un certain Friedrich Engels, a depuis longtemps déjà établi cette vérité sur le matérialisme historique.

Je considère cette fameuse théorie du « verre d'eau » comme non-marxiste et anti-sociale par-dessus le marché. Dans la vie sexuelle, se manifeste non seulement ce que nous tenons de la nature, mais aussi ce que nous apporte la culture, qu'il s'agisse des choses élevées ou inférieures.

Engels, dans ses *Origines de la famille*, montre l'importance qu'il y a à ce que l'amour sexuel se développe et s'affine. Les rapports entre les sexes ne sont pas simplement l'expression du jeu de l'économie sociale et du besoin physique, dissocié en pensée par une analyse physiologique.

La tendance à ramener directement à la base économique de la société la modification de ces rapports en dehors de leur relation avec toute l'idéologie serait non du marxisme, mais du rationalisme. Certes, la soif doit être assouvie. Mais un homme normal, dans des conditions normales également, se mettra-t-il à plat ventre dans la rue pour boire dans une flaque d'eau sale? Ou même dans un verre dont les bords auront été souillés par des dizaines d'autres lèvres? Mais le plus important, c'est le côté social. En effet, boire de l'eau est une affaire personnelle. Mais en amour, il y a deux intéressés et il en vient un troisième, un être nouveau. C'est ici que se cache l'intérêt social, que naît le devoir vis-à-vis de la collectivité. Etant communiste, je ne ressens aucune sympathie pour la théorie du « verre d'eau », encore qu'elle porte l'étiquette de l'« amour affranchi ». Au surplus, elle n'est pas neuve, cette théorie communiste. Vous vous rappelez, je suppose, qu'elle avait été « prêchée » en littérature vers le milieu du siècle passé comme l'« émancipation du cœur ». Pour la pratique bourgeoise, elle s'est changée en émancipation de la chair. On prêchait alors avec plus de talent qu'aujourd'hui. Quant à la pratique je n'en puis juger.

Je ne veux point, pour ma critique, prêcher l'ascétisme. Loin de là. Le communisme doit apporter non l'ascétisme, mais la joie de vivre et le réconfort, dus également à la plénitude de l'amour. A mon sens, l'excès qu'on observe aujourd'hui dans la vie sexuelle n'apporte ni la joie de vivre ni le réconfort ; bien au contraire, il les diminue. Or, pendant la révolution cela ne vaut rien, cela ne vaut rien du tout.

Ce qu'il faut précisément à la jeunesse, c'est la joie de vivre et le réconfort.

Sport, gymnastique, natation, excursions, toute sorte d'exercices physiques, intérêts moraux variés, études, analyses, recherches, le tout appliqué simultanément. Tout cela donne à la jeunesse bien plus que les rapports et discussions sans fin sur les questions sexuelles et sur la façon de « profiter de la vie » selon l'expression courante.

Une âme saine veut un corps valide. Ni moine, ni don Juan, ni philistin allemand non plus comme moyen terme. Vous connaissez bien votre jeune camarade Huz. C'est un jeune homme parfait, très doué, mais je crains qu'il n'en sorte rien de bon. Il se démène et se jette d'une aventure amoureuse dans une autre. Cela ne vaut rien pour la lutte politique ni pour la révolution. Je ne me porterais pas garant, quant à la sûreté et la fermeté dans la lutte, pour les femmes dont le roman personnel s'entrelace avec la politique, ni pour les hommes qui courent après chaque jupe et se laissent ensorceler par la première jeune femme venue. Non, cela ne va pas avec la révolution.

.....

La révolution exige la concentration, la tension des forces. De la part des masses et des individus isolés. Elle ne tolère pas les états orgiastiques, dans le genre de ceux qui sont propres aux héroïnes et aux héros décadents de d'Annunzio. Les excès dans la vie sexuelle sont un signe de dégénérescence bourgeoise. Le prolétariat est une classe qui monte. Il n'a pas besoin qu'on l'enivre, qu'on l'assourdisse et qu'on l'excite. Il ne demande à se griser ni d'excès sexuels ni d'alcool. Il n'ose ni veut oublier la bassesse, la boue et la barbarie du capitalisme. Il puise ses plus fortes impulsions à la lutte dans la situation de sa classe, dans l'idéal communiste.

Ce qu'il lui faut, c'est la clarté et encore une fois, la clarté. Aussi, je le répète, pas de faiblesse, pas de forces gaspillées ou détruites. Savoir se maîtriser, discipliner ses actes, ce n'est point de l'esclavage, c'est également nécessaire en amour.

C. ZETKIN, dans *Lénine tel qu'il fut*, (p. 214-218), B.E.

TABLE DES MATIÈRES

NOTE DE L'ÉDITEUR	3
La femme dans la société primitive	7
La femme dans le procès du travail	10
Le divorce	17
La V ^e congrès international de lutte contre la prostitution	24
La classe ouvrière et le néo-malthusianisme	26
La lutte pour le droit de vote	30
La militarisation des femmes	33
La révolution, un acte de naissance	36
Discours au I ^{er} congrès panrusse des ouvrières	39
Le pouvoir soviétique et la situation de la femme	43
La journée internationale des femmes	49
Sur les tâches du mouvement ouvrier féminin dans la République des Soviets	53
Aux ouvrières	64
Pour la Journée internationale des femmes	67

ANNEXE.

<i>Les rapports entre femmes et hommes</i> (Clara Zetkin) ..	71
--	----

ETUDIEZ L'HISTOIRE

DE L'EDIFICATION DU SOCIALISME

<i>La Révolution de février 1917</i>	6	»
<i>L'Anarchisme en Russie</i> , par IAROSLAVSKI	6	»
<i>La Révolution d'Octobre</i> , par LÉNINE	5	»
<i>Les Etapes du Bolchévisme</i> , par INGOULOV et VOLINE.	2	»
<i>Bilan de l'Edification socialiste</i> , par MANOUILSKI....	1	»
<i>L'U.R.S.S., ses Victoires socialistes</i> , par P. SÉMARD ..	1	»
<i>L'Homme, le capital le plus précieux</i> , par STALINE..	0 50	
<i>Pour une vie belle et joyeuse</i> , par STALINE	1	»
<i>La nouvelle Constitution</i> (loi fondamentale de l'U.R.S.S.), précédée du rapport de STALINE.....	2	»
<i>L'U.R.S.S. à vingt ans</i> (album in-4° de 400 photographies en héliogravure, avec une préface de M. ILINE).....	12	»

Tous ces ouvrages ont été publiés au
BUREAU D'ÉDITIONS, 31, Boulevard Magenta, Paris (X°)

Chèques postaux : Paris 943-47

Voici l'U. R. S. S.

méthodique et complet de tous les aspects de la vie nouvelle socialiste.

Dans cette série,
on se propose de
donner au lecteur
français un exposé

DÉJA PARUS :

F. GRENIER. — <i>Le mouvement stakhanoviste..</i>	1 »
H. LE BRUN. — <i>Les Soviets c'est la Paix.....</i>	1 »
LÉO WANNER. — <i>Naissance de Peuples.....</i>	1 50
<i>Jeunesse soviétique</i>	1 50
Marcel KOCH. — <i>Qu'est-ce qu'un Soviet ?....</i>	1 50
Jean PONS. — <i>L'Education publique.....</i>	1 50
N. KRILENKO. — <i>La liberté individuelle en U.R.S.S.</i>	1 50
S. et B. WEBB. — <i>Une nouvelle civilisation..</i>	1 50
S. et B. WEBB. — <i>Un régime de dictature ou une démocratie ?</i>	1 50
Robert PAUMIER. — <i>La victoire de l'agriculture soviétique</i>	1 50
Bertrand GAUTHIER. — <i>Les salaires en Union Soviétique.....</i>	1 50

EN PRÉPARATION :

- G. BENICHOU. — *La Loi électorale soviétique .*
C. RÉGNIER. — *Les Enfants soviétiques.*
G. SOBOTKA. — *La vie des mineurs.*
Etc.

LES ÉLÉMENTS DU COMMUNISME

Ouvrages de Karl Marx et de Friedrich Engels.

Manifeste du Parti communiste, suivi de la Contribution à l'histoire de la Ligue des communistes	1 50
Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt	3. »
Contre l'anarchisme	2. »

Ouvrages de Karl Marx.

Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs	1. »
Les luttes de classes en France (1848-1850)	4 50
La guerre civile en France, 1871 (La Commune de Paris)	4 50
Salaires, prix et profits (extraits)	2. »
Travail salarié et capital (extraits)	1. »
Misère de la philosophie (texte intégral)	6. »

Ouvrages de Friedrich Engels.

Socialisme utopique et socialisme scientifique	3. »
Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande	3. »
Karl Marx	1. »
Pour comprendre <i>Le Capital</i>	4.50
La question du logement	4.50

Ouvrages de V. I. Lénine.

Karl Marx et sa doctrine	2 50
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky	5. »
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	5. »
La maladie infantile du communisme : le « communisme de gauche »	3.50
Friedrich Engels	1. »
L'Etat et la Révolution	5. »

Ouvrages de J. Staline.

Des principes du léninisme	3 50
La Révolution d'Octobre et la tactique des Questions du léninisme	
V. I. Lénine	
Le marxisme et la question nationale ..	

PAMPHLET

Plusieurs ouvrages sont en préparation : demander notre catalogue

BUREAU D'ÉDITIONS

31, Boulevard Magenta, Paris — Chèque Postal : 94
